1. *Débitrice*: **Granadex SA**, 1200 Genève

2. *Remarques*: Par arrêt du vendredi 24 mai 2002, la Cour de justice de la République et Canton de Genève a rendu un arrêt dans la cause C/28501/2001, suite à l'appel formé par Granadex SA contre le jugement du Tribunal de première instance du 13 mars 2002, dont le dispositif est le suivant:

- Déclare irrecevable l'appel interjeté par Granadex SA contre le jugement JTPI/3521/2002 rendu le 13 mars 2002 par le Tribunal de première instance dans la cause C/28501/2001-14 SCM.

- Renvoie la cause au Tribunal pour reprise de l'instruction et décision dans le cadre des causes ayant fait l'objet des jugements JTPI/4680/2000, JTPI/4681/2000 et JTPI/4682/2000.

- Avise les créanciers de Granadex SA qu'ils peuvent, dans les vingt jours de la publication des dispositifs du jugement attaqué et du présent arrêt, requérir la faillite de Granadex SA.

- Ordonne la publication du dispositif du présent arrêt et du dispositif du jugement JTPI/13521/2002 dans la FOSC et FAO, aux frais de Granadex SA.

- Constate que les frais et honoraires du commissaire ont été totalement acquittés par Granadex SA.

- Condamne Granadex SA aux frais de seconde instance et aux dépens de la Banque Cantonale de Genève, comprenant une indemnité de procédure de CHF 1'000.-, valant participation aux honoraires de son conseil.

- Compense les dépens d'appel pour le surplus.

- Déboute les parties et tout opposant de toutes autres conclusions.

Ci-après, dispositif du JTPI/3521/2002 rendu le 13 mars 2002 par le Tribunal de première instance:

Le Tribunal,

Statuant par voie de procédure sommaire:

1. Constate que les majorités de l'art. 305 al. 1 LP n'ont pas été atteintes.

2. Refuse en conséquence d'homologuer le concordat proposé par Granadex SA à ses créanciers.

3. Avise les créanciers de Granadex SA qu'ils peuvent, dans les vingt jours de la publication du présent jugement, requérir la faillite de Granadex SA.

4. Condamne Granadex SA à un émolument de jugement de CHF 400.- déjà payé.

5. Ordonne la publication du présent jugement dans la FOSC et la FAO, aux frais de Granadex SA.

6. Déboute tout opposant de toutes autres conclusions.

Fatina Schaerer, greffier

Cour de justice civile

1211 Genève

(00490986)